

De l'économie à l'oeconomie : une réforme radicale de la pensée

Présentation de l'essai sur l'oeconomie pour le site de l'université d'été du centre Mendès France

J'ai entrepris en 2005 d'écrire « l'Essai sur l'oeconomie », en réponse aux contradictions dans lesquelles je voyais notre monde se débattre.

Par exemple, si le concept de « développement durable » a contribué à une large prise de conscience que notre modèle actuel de développement était non durable, l'expression n'en reste pas moins un oxymore : nous sommes face à une contradiction entre la nécessité de protéger la planète et un mode de fonctionnement de nos sociétés qui ne trouve sa cohésion que dans la croissance indéfinie et nous nous berçons de l'illusion qu'en accolant les deux mots « développement » et « durable » la contradiction est résolue.

On peut dire la même chose avec la « responsabilité sociale et environnementale des entreprises ». Les Américains parlent des 3 P, « profit », « people » « planet ». Très jolie formule mais dans un contexte de concurrence vive entre des entreprises, dominées par la « valeur d'actionnaire » 90 % de l'énergie porte sur le profit et 10 % au mieux sur les deux autres P, les gens et la planète. Nous nous berçons donc d'illusions. Comme les Européens se bercent d'illusions en s'imaginant qu'ils vont maintenir leur niveau de vie en étant les premiers dans l'économie de la connaissance, esquivant la question centrale d'un juste partage des ressources naturelles entre les différentes régions du monde.

Je constatais que nous essayons d'infléchir à la marge nos manières de pensée et nos modes de développement en marchant dans la bonne direction mais à l'intérieur d'un train qui roule dix fois plus vite et en sens inverse. La nouvelle taxe carbone n'en est que le dernier avatar.

Je voyais que nous prétendions engager une mutation structurelle, en ne modifiant qu'à la marge nos manières de pensée et nos agencements institutionnels mais que, dans leur fondement, les grands acteurs de l'économie, de la politique, l'État et l'entreprise étaient demeurés inchangés depuis plus de deux siècles, alors que le monde s'était transformé de façon radicale.

Où trouver les ressources intellectuelles indispensables pour organiser une mutation de la pensée sur laquelle s'appuyer pour conduire une véritable stratégie de changement ? Sur les écoles hétérodoxes de l'économie ? Je les voyais éclatées en chapelles et leur réflexion ne me paraissait pas à l'échelle du problème. Sur la critique de la mondialisation ? L'analyse m'a montré que la pensée et les arguments étaient bien approximatifs aussi bien du côté des fanatiques de la globalisation économique que du côté des altermondialistes sur l'économie sociale et solidaire. J'ai constaté qu'elle n'arrivait pas à se penser sérieusement autrement que comme complément, comme supplément d'âme à l'économie dominante.

J'ai donc vu qu'il fallait aller plus loin. J'ai recensé les différentes innovations engagées depuis une vingtaine d'années, j'y ai trouvé beaucoup de sources d'inspiration mais aucun principe directeur autour duquel réorganiser la pensée sur l'économie. Une approche étymologique m'a mis sur la piste. Le mot « économie » veut dire en grec les règles de gestion (nomos) de la maison commune (oïkos). N'était-ce pas cela qu'il fallait pour repenser le système de production et d'échange ? D'où le retour aux sources, le retour au mot oeconomie, comme on disait jusqu'au 18e siècle, au lieu d'économie.

Ce retour aux sources, qui est la définition même d'une réforme « radicale » m'a ouvert une autre piste fondamentale. La force de la doctrine économique classique était d'introduire une cohérence d'approche depuis les comportements individuels des producteurs et des consommateurs jusqu'à la macro économie. Tant que je n'avais pas trouvé de principe intégrateur de la même force je n'arriverais pas à opposer à l'économie classique une pensée alternative cohérente. Je me suis alors aperçu que cette cohérence pouvait être trouvée dans l'étymologie, dans les grands principes de gouvernance que j'avais mis au jour au cours des décennies précédentes. D'où l'énoncé qui clôt la première partie de mon ouvrage. Il part du constat que : *« l'oeconomie est une branche de la gouvernance. Elle a pour objet de créer des acteurs et des agencements institutionnels, des processus et des règles visant à organiser la production, la répartition et l'utilisation de biens et de services en vue d'assurer à l'humanité tout le bien être possible en tirant le meilleur parti des capacités techniques et de la créativité humaine, dans un souci constant de préservation*

et d'enrichissement de la biosphère, de conservation des intérêts, des droits et des capacités d'initiative des générations futures et dans des conditions de responsabilité et d'équité suscitant l'adhésion de tous ».

C'est à partir de cette définition et en appliquant au système de production et d'échange les principes généraux de gouvernance que j'ai tenté de déployer non seulement une réforme de la pensée mais aussi des propositions concrètes.

Cela m'a amené à répondre à des questions telles que :

- **comment concevoir des « régimes de gouvernance »** correspondant à la nature réelle des biens et services ? question qui m'a conduit à caractériser de nouvelle manière cette nature, de délimiter le champ de validité de l'économie de marché et de définir les grandes lignes des régimes de gouvernance appliqués aux biens et services qui ne relevaient pas de l'économie de marché ;
- comment fonder la légitimité des acteurs de l'économie ? quelles transformations cela appelait du droit international et du statut des entreprises ? La crise financière a montré que les dirigeants des grandes banques ne partagent ni la conception de la justice ni le code de l'honneur des citoyens ordinaires. Le monde financier a gardé son influence mais ruiné sa légitimité ;
- sur quels « acteurs pivot » fonder l'oeconomie ? Ce sont actuellement l'entreprise et l'Etat. Ils ne le seront plus demain ou après demain. La « filière » et le « territoire » s'imposeront ;
- **le système financier et monétaire actuel ne satisfait-il plus au cahier des charges de l'oeconomie ?** certainement pas, ce qui permet de proposer un certain nombre d'orientations pour sa réforme.